

La presse vaudoise : un patrimoine à portée de clic

Journée suisse des Archives - Colloque « Regards croisés sur la presse :
historiens, journalistes, archivistes » - 17 novembre 2007

« Ici, la table de travail n'est plus chargée d'aucun livre. A leur place se dresse un écran, et à portée un téléphone. Là-bas, au loin, dans un édifice immense, sont tous les livres et tous les renseignements. De là on fait apparaître sur l'écran la page à lire pour connaître la réponse à la question posée par téléphone. »

Le rêve prémonitoire de l'inventeur de la Classification Décimale Universelle, le Belge Paul Outlet, formulé en 1934 déjà, est en passe de devenir réalité. Deux générations d'hommes plus tard, Internet est en train de rendre possible la matérialisation de ce qui apparaissait alors comme une vue de l'esprit. Les facilités de transmission de l'information offertes par la planète Web ont favorisé, depuis quelques années, le développement de nombreux chantiers dont l'ambition est de donner à lire tout ou partie du savoir contenu dans les livres, accumulé au long des siècles. L'ambition de ces projets peut être variable, allant de la mise en ligne de quelques dizaines de titres à la constitution de véritables bibliothèques virtuelles. Les objectifs poursuivis sont tantôt citoyens, le seul intérêt public étant pris en compte, tantôt commerciaux, avec des accès payants à la clé. Qu'on le veuille ou non, les modalités de l'accès à l'information écrite sont en train de changer de manière radicale. La révolution en cours doit être comparée à celle qui s'est produite au moment de l'apparition de l'imprimerie, il y a plus de cinq siècles : le nouveau media, en permettant la multiplication d'un même texte à des milliers d'exemplaires, a ouvert la voie à un nouvel âge de la communication. Aujourd'hui, Internet permet de démultiplier l'accès au texte en le dissociant de son support matériel, rendant possibles autant de lectures qu'il y a de lecteurs potentiels.

Les bibliothèques publiques en charge du patrimoine imprimé ne peuvent pas rester en marge de la révolution en cours dans un domaine où, traditionnellement, elles assurent un accès gratuit à la matière imprimée sans distinction de rang, de sexe ou de fortune. Certaines grandes bibliothèques l'ont bien compris, comme par exemple la Bibliothèque nationale (BNF), à Paris, qui a initié dès 1997 un ambitieux programme de numérisation et de diffusion en ligne d'un choix d'ouvrages tirés de ses riches collections (projet *Gallica*).

Le financement d'aussi vastes programmes de numérisation représente toutefois un coût financier très élevé pour la collectivité. On compte en moyenne, aujourd'hui, environ 1 franc suisse pour numériser et mettre en ligne dans de bonnes conditions une page d'un livre, l'opération de scannage proprement dit comptant pour un gros tiers. Cette réalité des chiffres a longtemps obligé les bibliothèques à se cantonner dans des programmes ponctuels quantitativement limités. Elle explique aussi pourquoi le projet de *Bibliothèque numérique européenne* (BNU) mis en place par la BNF sous l'égide de la Communauté européenne peine à s'étendre hors des frontières françaises : les bibliothèques nationales invitées à participer à la construction de cette bibliothèque virtuelle doivent assumer les frais de numérisation engendrés, ce qui pose très souvent problème, en Suisse notamment, car les institutions

concernées ne disposent pas de budgets susceptibles de permettre la numérisation de grandes quantités de livres.

Pionnière de l'informatisation des services (prêt, catalogage, commande) dans le paysage européen des bibliothèques dès le début des années 70, la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (BCUL) ne pouvait rester insensible à cette problématique. Considérant que la valorisation du patrimoine confié à sa bonne garde passait inévitablement par la mise en ligne intégrale des documents, si possible gratuitement, elle a défini dès le début des années 90 au nombre de ses axes de développement prioritaires la constitution d'une bibliothèque numérique au service à la fois de ses usagers traditionnels (population vaudoise, communauté universitaire) et des internautes, ceci afin d'offrir un accès aisé et rapide à un ensemble aussi vaste que possible de documents. Mieux : la numérisation des documents textuels, combinée à un traitement OCR (reconnaissance automatique des caractères typographiques) offre des perspectives nouvelles à la recherche, le contenu même des documents étant potentiellement exploitable. Si, indirectement, la numérisation des documents patrimoniaux permet de diminuer les sollicitations mécaniques provoquées par la consultation répétée des originaux, elle ne permet pas d'assurer une conservation à long terme des contenus : aucune garantie ne peut être donnée, en effet, sur la capacité de lecture des fichiers électroniques actuels dans des centaines d'années ! Il s'agit donc avant tout d'un service aux usagers.

L'effort de numérisation des documents patrimoniaux anciens mis sur pied depuis quelques années est un des aspects de la bibliothèque numérique que la BCU souhaite développer, à côté des accès offerts à des bases de données documentaires et bibliographiques et de l'acquisition, de plus en plus fréquente, de documents récents « nés » numériques, dont les versions papier ne sont plus diffusées. Cet effort a tout d'abord porté essentiellement sur des documents précieux, choisis ponctuellement en fonction de leur intérêt patrimonial, ainsi qu'en fonction des recherches en cours à l'université de Lausanne. Le nombre modeste des ouvrages numérisés dans ce cadre, dont le traitement a été sous-traité à un partenaire vaudois privé, était toutefois sans commune mesure avec l'objectif fixé. En l'absence de crédits supplémentaires, il était inévitable, si la BCU souhaitait changer d'échelle, d'envisager une collaboration avec l'un des géants actifs sur le front de la numérisation de masse. C'est pourquoi des discussions ont été entamées avec Google, leader incontesté de la recherche sur Internet, dans le cadre de son programme Book Search, dont l'ambition est de mettre à portée de clic rien moins que l'ensemble des livres imprimés francs de droits (plusieurs millions de volumes accessibles en ligne, toutes langues et pays confondus, au moment où ces lignes sont rédigées). Suite à ces contacts, la numérisation de l'ensemble des ouvrages antérieurs à 1868 conservés à la BCU, soit environ 100'000 unités a pu être lancée, selon un plan de travail portant sur quelque deux années.

En dépit de ces progrès réjouissants, un pan entier du patrimoine imprimé vaudois reste cependant dans l'ombre : les revues et les journaux, dont le contenu offre une véritable radiographie de la société à laquelle ils s'adressent, ne suscitent pour l'heure aucun intérêt des grandes « majors » du net. Constituant une masse documentaire estimée à quelque 6 millions de pages, la presse vaudoise est condamnée à attendre un signal positif des autorités politiques avant de pouvoir s'offrir spontanément à la communauté des chercheurs !

La BCU ne reste toutefois pas totalement passive sur ce dossier délicat. Des partenariats ponctuels sont susceptibles d'être trouvés avec les éditeurs de titres historiques encore vivants, à l'instar de celui en passe d'être noué avec la société d'édition *Le Temps* pour la

numérisation rétrospective de la *Gazette de Lausanne*, un des principaux journaux romands, paru jusqu'en 1991. De tels partenariats supposent des recherches de financement importantes, tant auprès d'institutions publiques (la Bibliothèque nationale suisse est partie prenante dans les projet de numérisation de la presse suisse) qu'auprès de fondations privées.

Afin de mieux saisir les enjeux des projets de numérisation des journaux et de développer ses compétences en la matière, la BCU a pris à sa charge, en 2007, la numérisation intégrale de *L'Estafette*, ancêtre de la *Tribune de Lausanne*, parue de 1862 à 1895. Il s'agissait d'expérimenter, sur un titre de dimension modeste (environ 40'000 pages) les problèmes de tout ordre posés par la numérisation et la mise en ligne. Un tel projet permettait aussi de mieux connaître les coûts relatifs à chaque étape de la production.

Un des problèmes majeurs de la numérisation rétrospective des périodiques est la constitution d'une collection aussi complète que possible. Un autre, tout aussi délicat, est celui de l'état physique des documents, la presse étant imprimée, le plus souvent, sur du papier de mauvaise qualité devenu fragile ; les reliures, parfois très abîmées ou inadaptées posent également problème. La collaboration d'institutions en charge de la conservation du patrimoine s'est avérée indispensable dans la cas de *L'Estafette* (et le sera probablement pour d'autres titres !) : la collection conservée à la BCU n'est pas complète, et l'état de conservation de certains des volumes rendait impossible leur scannage ! La collection conservée aux Archives de la Ville de Lausanne, aimablement mise à disposition de la BCU par son archiviste, a permis de pallier ces lacunes et de reconstituer une série complète des numéros de *L'Estafette*.

Une fois la collection vérifiée, il convenait de déterminer précisément avec le prestataire de service en charge de la numérisation, en fonction de l'état physique des volumes, dans quelle mesure un scannage automatique (tourneuse de page mécanique) était réalisable. Sachant qu'un scannage manuel représente un coût de production sensiblement plus élevé, cette analyse était indispensable pour obtenir un devis fiable quant au prix de la numérisation de l'ensemble. Les autres étapes de la production de la version numérique (retouche des images, OCR, organisation des fichiers selon une structure hiérarchique rendant compte de son mode de parution) sont plus aisément chiffrables n'étant pas fonction de l'état physique du document.

Les opérations de scannage ont pris plusieurs mois. A l'arrivée, la collection est scannée et structurée mais n'est pas encore accessible en ligne sur Internet. Pour réaliser cette dernière étape, deux options se présentent. La solution la plus séduisante consiste à faire appel à une entreprise ayant développé une plate-forme web spécifique dédiée à la consultation des journaux (par exemple Olive) ; bien qu'idéal pour l'utilisateur, une telle interface représente un coût a peu près égal à celui engagé pour la numérisation. La seconde solution consiste à développer avec les moyens du bord une interface « maison » installée sur un serveur dédié, avec à la clé un confort moindre pour l'utilisateur. Ne disposant pas du financement nécessaire à la mise en ligne de *L'Estafette*, la BCU a opté pour la seconde solution. Elle entend mettre à profit la mise en service prochaine d'un serveur académique lausannois (SERVAL), projet dans lequel elle est partie prenante, pour proposer un accès à l'ensemble de la collection.

Parallèlement à la numérisation de *L'Estafette*, envisagée comme un test, la BCU reste très attentive aux projets de mise en ligne de journaux suisses. Outre la numérisation du Temps et du Journal de Genève, probablement bientôt suivis par la Gazette de Lausanne, déjà évoquées, d'autres titres font l'objet de pré-études, tels *L'Impartial* et la *Feuille d'avis de Neuchâtel*, que la Bibliothèque de Neuchâtel ambitionne de réaliser. L'implication des bibliothèques

patrimoniales et de la Bibliothèque nationale suisse dans ces projets est réjouissante. Elle révèle cependant en contre-épreuve le manque d'une politique coordonnée globale sous l'égide de la Confédération, qui offrirait l'avantage d'assurer des critères qualitatifs et des modes d'accès unifiés pour les différents projets. Un « portail » de la presse suisse, tel que l'envisage la Bibliothèque nationale, faciliterait grandement la tâche des chercheurs et des curieux en proposant une plate-forme commune d'interrogation des journaux accessibles en ligne.

Quoi qu'il en soit de ces questions, la numérisation des documents imprimés patrimoniaux, et notamment de la presse, constitue un des défis majeurs auxquels les bibliothèques seront confrontées dans un avenir relativement proche. Elles ne peuvent pas rester « endormies » sur leurs fonds, se contentant d'offrir les services qui ont fait leur succès jusqu'à ce jour, au risque de perdre pied avec la réalité de la recherche documentaire telle que pratiquée à l'aube du nouveau millénaire.

« Il y a deux sortes de bibliothèques, celles qui changent et celles qui disparaissent »

(Thomas Rehak).

Silvio Corsini,
conservateur de la Réserve précieuse
de la Bibliothèque cantonale et universitaire